



**Le président fédéral Monsieur Joachim Gauck  
lors de la cérémonie officielle « Dies Natalis » à l'occasion  
de la remise du titre de docteur honoris causa de  
l'université de Maastricht au président fédéral dans le  
cadre de sa visite au Royaume des Pays-Bas  
le 7 février 2017  
à Maastricht/Pays-Bas**

Quelle joie d'être avec vous à Maastricht en ce jour historique ! Nous célébrons non seulement l'anniversaire de votre université, mais aussi un jalon du processus d'unification européenne posé ici-même il y a vingt-cinq ans exactement avec la signature du Traité de Maastricht. Je me réjouis de voir tant de jeunes gens en liesse avec nous, sur cette place Vrijthof en plein cœur de la vieille ville comme dans le quartier du Sphinx avec son architecture moderne. Quel tableau impressionnant d'une Europe vivante et unie ! Il témoigne du passé et du présent que nous partageons, et nous donne confiance en l'avenir.

C'est ici à Maastricht que l'Europe s'est rapprochée, il y a un quart de siècle. Et aujourd'hui encore, en arrivant dans cette ville, on réalise une fois de plus que nous autres Européens sommes liés par bien plus que des traités. Maastricht est un lieu de rencontre cosmopolite marqué par sa situation géographique particulière, à cheval entre la Belgique et l'Allemagne, la Flandre et la Wallonie, et à proximité du Luxembourg. Des milliers d'étudiants internationaux contribuent à cette diversité culturelle, si bien que dans les rues et sur les places de la ville retentit une polyphonie linguistique exceptionnelle. Les milieux politiques et économiques, mais aussi les sociétés de la région Meuse-Rhin sont étroitement liés par-delà les frontières.

C'est bien ici, chez vous, que l'on éprouve l'esprit de la construction européenne, même en ces temps de grands défis. Une jeune diplômée allemande de votre université l'a décrit en ces termes dans un grand hebdomadaire allemand : « Maastricht est au cœur de l'Europe, mais l'Europe est aussi au cœur de Maastricht, peut-être plus

qu'ailleurs. (...) C'est ici que l'idée de l'Europe est devenue réalité (...). »

Votre université a, elle aussi, une responsabilité particulière envers l'idée européenne. Les étudiants qui passent par ici s'engagent souvent par la suite en faveur d'une Europe unie. Je suis donc très reconnaissant que ce soit précisément votre institution qui me décerne aujourd'hui le titre de docteur honoris causa. Et j'ai été tout particulièrement touché en apprenant que ce sont les étudiants qui m'ont proposé pour cette distinction. C'est pour moi un signe très fort que le projet européen et les valeurs européennes établissent des liens entre les personnes quel que soit leur âge.

Votre jeune génération et la mienne, nous portons un regard très différent sur l'Europe. C'est pourquoi il importe autant que nous nous tournions l'un vers l'autre pour échanger nos expériences, nos espérances et nos inquiétudes. Nous devons également échanger avec ceux qui n'ont pas seulement de l'espoir, mais aussi des craintes et des appréhensions. Permettez-moi de vous révéler en quelques mots ce qui m'émeut lorsque je pense à l'Union européenne.

Je suis né en 1940, au début de la terrible et brutale Seconde Guerre mondiale déchaînée par l'Allemagne et qui a infligé des souffrances inimaginables à notre continent tout entier, et notamment aux Pays-Bas. Après la libération de l'Europe du nazisme et la division de mon pays natal, j'ai grandi dans la partie que ses dirigeants communistes avaient baptisée « République démocratique allemande ». Une appellation pour le moins audacieuse de la part de ses inventeurs, puisqu'il s'agissait en réalité d'une dictature par la grâce soviétique. À l'époque, et surtout avec la construction du mur de Berlin, un profond désir s'enracinait dans mon cœur, le désir d'une Europe libre. Il y a des émotions dont je me souviens très bien et que je partageais d'ailleurs avec des millions d'autres personnes qui étaient comme moi derrière le rideau de fer. Prenons un exemple tout simple. Je me promène sur le rivage de la Baltique avec mes fils, derrière nous la terre surveillée, devant nous la mer tout aussi surveillée. Nous regardons un bateau blanc en train de sortir du port, c'est le ferry pour le Danemark. Mes deux petits garçons me disent : « On aimerait bien aller avec eux. » Et je leur réponds : « Nous ne pouvons pas monter sur ce bateau. » « Mais il y a bien des gens dessus ! » « Oui », dis-je, « mais ils sont différents, ils sont de l'Ouest. Nous n'avons pas le droit d'embarquer. » Nous savions bien ce qu'il fallait enseigner à nos enfants : pas nous, car nous sommes enfermés. Dans de tels moments, que ce soit au bord de la Baltique ou dans les moyennes montagnes, on commence à ressentir la tristesse et la douleur, la colère et la rage. C'était l'envers de mon désir d'une Europe unie.

Des années plus tard, après d'innombrables déceptions, l'espoir finit par germer soudain avec le mouvement de liberté qui se formait

en Pologne. Et chez nous, pendant les révolutions pacifiques de 1989, je rêvais de faire partie d'une Europe empreinte de liberté et de justice. Je rêvais que la tradition européenne des Lumières allait une fois pour toutes s'imposer après les expériences atroces des idéologies totalitaires du xx<sup>e</sup> siècle. Et finalement, nous avons vu nos rêves se réaliser, notamment grâce aux foules descendues dans la rue à Varsovie, à Prague, à Budapest, à Leipzig et dans tant d'autres villes d'Europe centrale et orientale afin d'élever la voix contre l'injustice et la répression.

Nous savons donc que les rêves peuvent faire époque, qu'ils sont souvent le moteur de changements historiques. Mais nous savons également qu'il ne faut pas nous arrêter aux rêves. Tout comme il ne faut pas nous arrêter au moment de la libération. La libération, certes, est toujours quelque chose de merveilleux, d'époustouflant. Un peu comme un mariage. La liberté en revanche ressemble plutôt à la vie de couple, qui est tout aussi belle. Seulement, lorsqu'on a atteint l'état de liberté, les émotions intenses se font bien plus rares – ce qui nous ramène à la politique. Il importe alors de réaliser à l'échelle politique les visions initiales, par exemple en signant des traités et en élaborant des lois. C'est exactement ce qui s'est fait ici, dans cette ville. Le Traité de Maastricht représente « un saut qualitatif dans l'histoire de l'intégration de l'Europe occidentale », ainsi l'analyse de l'historien Heinrich August Winkler. Personnellement, j'estime qu'il représente bien plus qu'un traité, qu'un document important. C'est aussi le symbole d'une Europe unie en paix et en liberté. Une Europe qui représente les valeurs éclairées de l'Occident : la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme et de la séparation des pouvoirs, la protection des minorités et l'égalité des sexes. En approfondissant et en élargissant l'Union, notamment avec l'accueil des pays d'Europe centrale et orientale, on a réalisé la vision d'un continent uni dans lequel les États démocratiques et leurs citoyens sont étroitement liés du point de vue économique, politique et sociétal.

Cependant, le Traité de Maastricht symbolise également pour moi un projet encore inachevé et confronté à des revers. Il représente un projet pour lequel nous autres, les citoyens européens, devons continuer à nous engager. Dans la logique des Traités de Rome de 1957, son préambule évoque un « processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe ». Cette formule ne nous oblige pas à adopter un schéma précis pour l'Union, à poursuivre un objectif institutionnel. C'est au contraire un avertissement et une motivation pour façonner l'Europe petit à petit. L'Union européenne est donc un projet en cours, un processus continu animé par l'idée que les Européens forment un tout et peuvent développer un esprit de solidarité européen.

Nous savons bien que le Traité de Maastricht est un compromis historique, controversé hier comme aujourd'hui pour des raisons très

différentes et modifié à plusieurs reprises par des traités ultérieurs. Les États membres ont bâti une architecture complexe *sui generis* pour laquelle la Cour constitutionnelle fédérale allemande a forgé la notion de « regroupement d'États » afin de la démarquer de la confédération d'États d'une part et de l'État fédéral de l'autre. Nous savons aussi que ce traité a posé les jalons de l'union économique et monétaire tout en maintenant principalement au niveau national la politique économique et financière, ce qui a contribué entre autres à créer un déséquilibre dangereux au sein de l'Union européenne. Nous ressentons jusqu'à ce jour les effets de la crise économique et financière, mais surtout ceux de la forte hausse de la dette publique dans la zone euro, et leurs répercussions n'ont pas fini de nous occuper.

Néanmoins, ce traité est également à l'origine de nombreuses choses qui fonctionnent bien en Europe aujourd'hui et dont les Européens profitent tous les jours. Si je tiens à le souligner, c'est que beaucoup de personnes ne s'en rendent pas compte. Pourtant, l'Union européenne fonctionne sans aucune faille dans d'innombrables domaines et apporte des avantages très concrets à ses citoyens. Prenons par exemple la liberté de mouvement, liberté naturelle pour les jeunes notamment et dont personne ne voudrait se passer. À l'intérieur de l'Union, les Européens peuvent vivre, travailler et étudier où ils le désirent. L'Union européenne nous offre également des opportunités économiques. Les producteurs peuvent exploiter les potentiels du marché unique aux mêmes conditions que leurs concurrents, les consommateurs bénéficient d'une offre plus large, et ce souvent à des prix plus bas – je pense notamment à la télécommunication et à l'internet.

Outre qu'elle crée des libertés et des opportunités pour ses habitants, l'Union européenne veille aussi à leur protection. Les normes établies par les États membres garantissent par exemple plus de sécurité au travail, elles protègent la santé des consommateurs et favorisent le respect de l'environnement. Sans la voix importante de l'Union européenne, la protection du climat aurait du mal à avancer sur le plan international. De nombreuses réglementations européennes ont un rayonnement qui dépasse les frontières de l'Europe, notamment parce que l'Union est un partenaire commercial recherché. Je pense également aux aides structurelles ciblées qui contribuent à faire prospérer les régions grâce à des projets créatifs et innovateurs. Aux confins de notre continent, que ce soit à l'ouest ou à l'est, on réalise bien vite combien ces aides structurelles ont été importantes pour le développement de certaines régions européennes. Si vous traversez l'Europe, vous pouvez apprécier un peu partout des bâtiments historiques et des parcs naturels restaurés ou tout simplement préservés grâce aux fonds de l'Union européenne. Et vous pouvez fréquenter des entreprises et des universités où des Européens venus

des quatre coins du continent travaillent ensemble aux innovations de demain.

Je suis conscient bien sûr qu'aujourd'hui, vingt-cinq ans après la signature du Traité de Maastricht, tout cela se retrouve dans l'ombre des énormes défis auxquels sont confrontés l'Union européenne et ses États membres. La crise économique et financière, les guerres et les conflits dans notre voisinage, les attentats barbares, l'arrivée des réfugiés, le Brexit et l'avenir du partenariat transatlantique – tout cela et bien plus encore demande une Europe forte et unie. Or ce que nous vivons dans cette situation, c'est une union ébranlée par les crises et les doutes. Les conflits d'intérêts s'accroissent, les limites de la solidarité se dessinent, les forces nationalistes et populistes sont en vogue tout comme les opinions anti-rationnelles, il existe à présent des faits dits alternatifs et cetera. Notre cohésion et nos valeurs communes sont visiblement remises en question par beaucoup de personnes, et ce non seulement en Europe mais dans d'autres parties du monde également.

Sur cette toile de fond, je n'ai certainement pas l'intention d'évoquer cet après-midi les détails du Traité de Maastricht. En cette période d'incertitude, je tiens plutôt à aborder deux questions absolument cruciales. D'abord, comment les responsables politiques peuvent-ils parvenir à ranimer la confiance en l'Union européenne ? Et que pouvons-nous faire, nous autres citoyens à qui l'Europe tient à cœur, que pouvons-nous faire ensemble pour relancer le projet européen qui a connu tant d'enthousiasme lors du tournant de 1989/90 ?

Depuis quelques années, nous vivons en Europe quelque chose que personne n'aurait pu imaginer il y a vingt ou trente ans encore. Il existe en effet comme une aliénation entre les élites politiques et de grandes parties de la population. Entre ceux qui discutent et débattent de politique, qui regardent les émissions politiques à la télévision et qui lisent les articles politiques dans le journal et ceux qui parlent peu ou pas du tout de politique, tout en étant quand même des électeurs. Les prodromes de cette évolution remontent au début des années 1990, lors de la ratification du Traité de Maastricht par les États-nations. Dans de nombreux pays, les citoyens émirent alors des doutes et des craintes quant à ce projet, pour des raisons très variées. Dans mon pays aussi, en Allemagne, le consensus sociétal sur la politique européenne commença lentement à se fissurer, alors qu'il avait été caractéristique de l'Allemagne de l'Ouest pendant des décennies. C'est alors que les Danois, avec leur non au traité lors de leur premier référendum, révélèrent le climat qui régnait dans de nombreux pays européens. En effet, les populations avaient des réticences à l'égard de ce que les gouvernements avaient négocié. Nombreux étaient ceux qui avaient l'impression que la construction européenne avait été forcée

derrière leur dos par les pouvoirs exécutifs, et que ce qu'on leur soumettait à présent allait en fait trop loin.

L'histoire du Traité de Maastricht et des étapes suivantes de l'intégration européenne nous montre que pour aboutir à une union toujours plus étroite, les élites politiques ont parfois pris des décisions qu'une partie des citoyens ne pouvait pas soutenir, tandis qu'une autre partie ne le voulait pas. Aujourd'hui, alors que nous vivons la plus grande crise de confiance du projet européen depuis sa création, il est encore plus flagrant que l'Union européenne ne peut être façonnée par des élites faisant cavalier seul. L'Europe unie ne saurait être construite contre le gré des populations, mais seulement avec elles.

L'une des tâches principales des gouvernements consiste donc à informer en profondeur les populations sur les décisions prises au niveau européen. Il importe que les responsables politiques expliquent les projets européens dans un langage clair et concret et sans susciter d'espérances démesurées. Parallèlement, il est indispensable que les gouvernements des États membres s'abstiennent de jouer un double jeu en approuvant les décisions à Bruxelles pour ensuite les critiquer parfois, ou pire encore les contrecarrer, dans leur propre pays. Car au bout du compte, un tel comportement ne profite qu'aux populistes qui récoltent gratuitement des arguments anti-européens. Une chose encore : nous ne devons pas surcharger l'Union européenne. Il est peu judicieux de s'occuper au niveau supranational des questions que l'on peut mieux résoudre à l'échelon national. Nous connaissons tous le vieux principe de subsidiarité, et je propose que nous réfléchissions à un moyen d'intégrer encore davantage ce principe ancré dans le Traité de Maastricht.

Tout cela est essentiel, mais ne suffira pas à résoudre la crise de confiance que nous traversons actuellement. En effet, les doutes et les craintes qui hantent tant de personnes en Europe ont des racines beaucoup plus profondes.

Aujourd'hui, en cette ère de la mondialisation, nos domaines d'action sont de plus en plus vastes. Nous en sommes conscients depuis longtemps, mais ne le ressentons pas de la même manière. La liberté a offert de nombreuses opportunités à ceux qui s'y connaissent, notamment ceux dotés d'une bonne formation, les polyglottes qui peuvent et qui veulent traverser les frontières. Ces élites cosmopolites, des citoyens du monde tels que vous-mêmes qui m'écoutez, font partie des gagnants de ce développement. Nous tous et la plupart de ceux qui nous entourent en avons profité. C'est une bonne chose. Il existe toutefois, et pas seulement en Europe, ces autres groupes de personnes plus méfiantes vis-à-vis de la mondialisation et des transformations à toute allure parce qu'elles n'en tirent aucun bénéfice ou même qu'elles en subissent des inconvénients. Ces personnes voient leur situation sociale se détériorer ou leur cadre de vie se

modifier à tel point qu'ils ne le reconnaissent plus. Dans un espace qui ne cesse de s'étendre, ils rêvent d'un endroit où ils se sentent chez eux.

Je suis convaincu que c'est entre autres en raison de cette défiance envers la mondialisation que les gens critiquent l'Union européenne ou même s'en détournent, parce qu'ils craignent toute forme de décloisonnement. L'historien et philosophe néerlandais Luuk van Middelaar le résume parfaitement lorsqu'il affirme que certains voient dans l'Union une « complice de la mondialisation avec ses flux de marchandises et de personnes » et non un bastion contre ses conséquences parfois négatives. Nombreux sont ceux qui voient dans l'Union européenne un grand espace, mais non pas un foyer de sécurité et de confort. C'est pourquoi certains désirent se replier dans l'État-nation et sont plus réceptifs aux charmes de l'isolationnisme. Chez certains, la volonté de sanctionner les élites prévaut sur celle de participer aux débats thématiques, voire d'élaborer des projets d'avenir viables. Et parfois même, la peur et l'inquiétude virent à la haine de tout ce qui est étranger et des étrangers.

Le besoin d'appartenance est un sentiment profondément humain, et il serait trop réducteur de le qualifier simplement de réactionnaire. Il nous faut réaliser que l'euro-scepticisme recèle souvent un désir d'ancrage et d'enracinement, tout bonnement. Tout le monde a besoin de se sentir chez soi quelque part, d'appartenir à un lieu. Nombre de mes compatriotes, surtout les intellectuels, ont longtemps eu du mal à accepter ce constat. Il importe donc d'autant plus d'affirmer aujourd'hui que dans notre Europe unie, celle de l'ouverture et de la diversité, il est toujours possible de se sentir chez soi, d'être chez soi et, de trouver un lieu de repère pour tous ceux qui recherchent un sentiment d'appartenance. Cela aussi, c'est un argument pour l'Union européenne !

La nation, à côté de la région natale dont nous portons la trace, reste une source importante de l'identité. Après la rupture de civilisation provoquée par le nazisme, de nombreux Allemands, dont moi-même, eurent du mal à se l'avouer. En effet, dès lors qu'un nationalisme inhumain et agressif avait embrasé l'Europe et de grandes parties du monde, l'État-nation allemand était par définition discrédité moralement. Certains saisirent ainsi la construction européenne comme moyen de surmonter une fois pour toutes l'État-nation qu'ils jugeaient destructeur. La notion de « postnationalisme », apparue pour la première fois en Allemagne pendant les années 1970, reflète bien ce désir.

Mais s'il était justifié de critiquer un nationalisme exacerbé et si l'idée de surmonter l'État-nation pouvait sembler logique à certains, l'étroite coopération entre les États et le rapprochement des peuples européens n'ont pas pour but d'éradiquer les identités nationales. N'en

déplaise à certains, mais même le resserrement de la coopération, cette grande étape franchie à Maastricht il y a vingt-cinq ans, a bien créé une union supranationale et non postnationale. Le constat était aussi simple que fondamental : une Europe unie ne saurait évoluer contre les États-nations, mais uniquement avec leur consentement et en accord avec eux.

L'Union européenne continue d'héberger sous son toit des cultures, des expériences et des traditions tout à fait hétéroclites. Notre Europe reste un ensemble constitué d'appartenances différentes. Toutefois, un sentiment de solidarité commun peut germer et s'épanouir sur le terreau des identités régionales et nationales, nous le savons bien. Nous pouvons être à la fois Limbourgeois et Néerlandais, Bavarois et Allemands, tout en nous sentant tous ensemble européens. Cela fonctionne bien, nous le vivons tous les jours. Bien souvent, ce n'est que lorsque nous voyageons dans d'autres cultures et que nous portons un regard extérieur sur notre propre continent que nous réalisons vraiment que l'Europe est notre patrie spirituelle commune. Ou bien lorsque nous rencontrons sur notre continent des personnes d'autres cultures, comme c'est le cas tous les jours ici à Maastricht.

Les citoyens de l'Europe sont tous les enfants d'un même patrimoine culturel : l'Antiquité, la Réforme et les Lumières, la Renaissance et l'Humanisme, les idées républicaines des révolutions de 1789 et 1848. Ils sont également les enfants du projet historique d'union après la Seconde Guerre mondiale et du mouvement de libération des habitants d'Europe centrale et orientale en 1989/90. Ce dernier, ce mouvement de 1989/90 tourné vers l'Europe, fut une sorte de serment renouvelé en faveur des valeurs de la démocratie, un oui à l'Europe unie construite depuis si longtemps chez nous à l'ouest, oui ressaisi par les populations de l'Est auparavant tenues à l'écart contre leur gré.

Face à l'actuelle crise de confiance en Europe, nous ne pouvons pas juste poursuivre obstinément le projet de l'intégration européenne selon la devise « Maintenant plus que jamais ». Je dois avouer que je préfère nettement cette devise à une attitude de déni ou de fuite face aux populistes. Néanmoins, je voudrais défendre une autre variante. Lorsque j'ai pris mes fonctions, « l'union toujours plus étroite » constituait encore pour moi un cap incontestable. Aujourd'hui par contre, il ne s'agit plus simplement de réunir davantage les États membres de l'Union européenne, mais plutôt d'empêcher qu'un fossé ne se creuse entre eux. Car c'est en effet un danger bien réel, le Brexit nous l'a montré de manière éclatante. Il nous faut donc garder à l'esprit que pour conserver cette union, il importe de chercher de nouvelles possibilités de coopérer. Il importe peut-être aussi d'accorder au mouvement européen un temps d'arrêt et de réflexion, sans pour autant perdre de vue ses objectifs. Vite fait n'est pas forcément bien fait. Mon raisonnement n'est pas pour autant celui d'un eurosceptique,



mais bien d'un europhile qui, face à la divergence des émotions dans les différents univers des populations européennes, se pose la question suivante. Nous qui aimons l'Europe au point d'en avoir accéléré les programmes, ne serions-nous pas mieux avisés en ce moment, au lieu de pousser davantage l'accélération, de marquer un temps d'arrêt, une sorte de ralentissement régénérateur pour ainsi dire, dans la mise en œuvre du processus d'intégration européenne ?

Une évaluation autocritique nous révèle par ailleurs que les responsables politiques ne sont pas entièrement infaillibles, que ce soit au niveau européen ou national. Ils ne l'ont jamais été et ne le seront probablement pas non plus à l'avenir. Permettez-moi d'évoquer les règles en matière de déficit budgétaire que les États membres se sont imposées et que certains gouvernements n'ont pas été en mesure de respecter. Ou peut-être nous sommes-nous accrochés trop longtemps aux règlements de Dublin alors que leurs failles étaient connues. C'est ainsi que les problèmes ont parfois été reportés, comme c'est le cas par ailleurs de notre union monétaire. Est-elle assez stable à ce jour ? Il reste certainement des choses à désirer. Nous avons aussi élaboré des mécanismes de sauvetage, ce qui fut une bonne chose, sans aucun doute. Les responsables politiques ont réagi de manière tout à fait adéquate. Seulement, la portée de ces mécanismes n'a pas toujours été suffisamment expliquée aux citoyens. On peut dire que la communication est loin d'être parfaite dans ce domaine, et ce manque de communication est vite susceptible d'engendrer une agressivité antipolitique, une attitude de refus. Un autre problème non résolu est celui des décalages européens, en matière notamment de prospérité, de protection sociale mais aussi de mentalités évoluant de façon différente. Et à mesure que s'accroissait l'impression que l'Union européenne était dépassée par les événements ou bien qu'elle avantagerait certains pays au détriment des autres, les populistes ont gagné du terrain en s'opposant par principe à un recueil de règles soi-disant opaque et compliqué.

Ainsi, le projet européen connaît aujourd'hui une résistance notable, de l'intérieur comme de l'extérieur. Et c'est dans ce contexte de résistance que nous sommes réunis ici aujourd'hui pour célébrer l'Europe. Sans pour autant nous priver de cette fête, nous percevons néanmoins ces courants et nous y réagissons. Cela fait quelque temps déjà que nous connaissons des phénomènes inconnus jusqu'ici, des tentatives de déstabilisation sous forme par exemple de cyberattaques, de « fake news » et de soutien apporté aux gouvernements et aux partis eurocritiques au sein de l'UE, notamment de la part de la Russie. Actuellement, c'est au tour des États-Unis, qui pourtant ont joué un si grand rôle pour la liberté de l'Europe, d'émettre des voix favorables à la sortie d'autres pays de l'Union européenne, à l'instar du Royaume-Uni. Il n'y a qu'une réponse à ce genre de propos : non, ce n'est pas ce que nous souhaitons !

Oui, je pense bien que l'Union européenne est arrivée à un carrefour. Elle traverse peut-être même une véritable crise. Mais quel chemin choisir ? Va-t-on revenir aux États-nations luttant chacun pour soi pour se faire une place sur le continent et dans le monde, sur le plan de l'économie, de la politique et de la sécurité ? C'est ce que nous avons connu en Europe pendant des siècles. Et ces États-nations devront-ils alors entrer en compétition avec leurs voisins et forger des alliances avec de nouveaux partenaires internationaux, contribuant ainsi à attiser les tensions sur le continent ? La raison principale pour laquelle je suis si critique à l'égard de ce désir de renationalisation encore ressenti par certains Européens, heureusement en minorité, est qu'elle n'offre pas une vision vraiment novatrice de l'avenir. Loin de là, elle nous indique plutôt le chemin du retour en arrière, alors que l'histoire de la politique européenne devrait nous enseigner le contraire. Voilà donc ce que nous ne voulons pas. Mais alors que voulons-nous ?

Nous faisons le choix de confirmer, de renouveler le projet européen tel que cela nous paraît utile et nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire en nous éloignant de la réglementation superflue de chaque détail, privilégiant plutôt un rapprochement plus résolu dans les domaines qu'aucun État-nation européen ne serait capable de régler tout seul, ni de par son importance politique ni de par sa situation géographique.

Il y a de bonnes raisons, anciennes et nouvelles, de poursuivre la coopération européenne. Nous devons un peu nous serrer les coudes face à la numérisation et la transformation technologique fulgurante de notre époque et nous rendre à l'évidence que seul un acteur continental peut se maintenir sur le marché mondial. Nous devons également nous serrer les coudes face à la pression migratoire prolongée, face au terrorisme qui agit à l'échelle internationale, face à un ordre mondial instable marqué par de nouvelles guerres dans notre voisinage immédiat.

Parfois un choc favorise la prise de conscience. Un choc peut être salutaire, et j'ai l'impression que la pression déclenchée par la nouvelle situation a bel et bien stimulé l'Union européenne. Si tel n'est pas encore le cas, faisons le vœu aujourd'hui d'œuvrer pour cette stimulation. Face à ce qui se passe dans certains pays en proie aux charmes du nationalisme et de l'autoritarisme, et face à l'incertitude née chez notre partenaire transatlantique depuis l'arrivée de son nouveau président, nous savons ce que nous, en tant que citoyens, devons défendre en Europe. Nous savons quel fil conducteur nous devons suivre impérativement si nous voulons préserver la démocratie et la paix sur ce continent.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement par sentiment d'obligation, mais surtout avec passion que nous pouvons et devons militer pour

des valeurs qui pourtant nous semblaient acquises depuis longtemps déjà. La démocratie représentative. La primauté du droit. La séparation des pouvoirs. Les droits de l'homme universels. Nous voulons préserver tout ce pour quoi que nos ancêtres se sont battus et qui constitue un noyau de la démocratie : aucun pouvoir n'est au-dessus de la loi. Le pouvoir est lui aussi soumis à la loi.

Il est temps que les pays européens et notamment l'Allemagne, longtemps installés sous le bouclier de la puissance américaine, fassent preuve de plus de confiance en eux-mêmes et de plus d'autonomie. Nous avons une responsabilité particulière quant à la stabilisation de l'ordre international, et c'est à juste titre que nous discutons des possibilités d'augmenter la volonté de défense européenne. En effet, il est hors de question d'abandonner les valeurs qui sont le fondement du projet européen. Toutefois, il nous faut également chercher des solutions intelligentes qui tiennent compte des différences au sein de l'Union européenne et des nouveaux défis qui nous attendent.

Ni le découragement ni l'esquive ne sont utiles à la démocratie européenne et à l'Union européenne. Au contraire, l'une et l'autre ont besoin de nos efforts et de notre engagement infatigable. Je tiens particulièrement à encourager la jeune génération, la génération Maastricht, réunie ici aujourd'hui. Regardons un peu outre-Manche. En Grande-Bretagne, la grande majorité des jeunes âgés de 18 à 34 ans étaient pour le maintien de leur pays dans l'Union européenne. Cependant, ils étaient beaucoup moins nombreux que leurs aînés à participer au référendum. Mon appel s'adresse donc à tous les jeunes Européens, pas seulement à ceux présents dans cette salle : mêlez-vous de la politique. Ne laissez pas les autres s'emparer de votre avenir. Maintenant plus que jamais, engagez-vous pour l'idée d'une Europe unie. Et participez activement au débat sur l'Europe dans laquelle nous voulons vivre. Ce n'est pas seulement de votre avenir qu'il s'agit, mais aussi de celui de vos enfants et de vos petits-enfants.

Dans le cadre de ce débat, il nous faut reconnaître clairement que l'Europe, comme toute politique démocratique, est un ouvrage à travailler qui demande un effort continu de notre part. Qu'importe si l'Union européenne de demain empruntera, elle aussi, des chemins parfois sinueux ; c'est à l'Europe d'après-demain qu'il nous faut penser. Permettez-moi de citer le grand conteur néerlandais Cees Noteboom, l'auteur des mots suivants : « Tant que vous n'agissez pas vous-même, votre vie reste déterminée par les êtres et les choses qui s'y manifestent. » Je vous invite donc tous à nous réapproprier l'Europe, à en faire la cause des citoyennes et des citoyens. L'Union européenne qui a pris un tournant si décisif ici-même à Maastricht mérite que nous prenions en main son destin.

Pour terminer, portons ensemble un dernier regard sur le passé. Il y a sept décennies, l'un des grands de l'époque, Winston Churchill,

lançait la phrase suivante à ses contemporains, dans une autre université européenne : « En avant, l'Europe ! » Et nous, depuis Maastricht, nous lui répondons aujourd'hui : « Nous donnons un avenir à l'Europe ! »